



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

Bulletin Mensuel - Numéro 144 - Juillet 2009

NOTRE OPINION

- [Le G8 et la crise climatique : les actes seront-ils à la hauteur des paroles ?](#)

JOURNEE INTERNATIONALE DES MANGROVES

- [Journée de mobilisation pour les mangroves – 26 juillet](#)
- [Équateur : par leur lutte, les femmes de la mangrove construisent la mémoire et l'avenir](#)
- [Les mangroves de l'Afrique sont en train de disparaître et, avec elles, les moyens d'existence de leurs habitants](#)
- [Bangladesh : la substitution des mangroves par des fermes crevettières mène à la disparition d'une source d'aliments et à l'insécurité environnementale](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- [Brésil : une loi autorise l'avance de l'agro-industrie en Amazonie](#)
- [République dominicaine : le peuple dit non à la cimenterie de Los Haitises](#)
- [Inde : la déclaration de Dehradun des habitants des forêts](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- [Brésil : dure opposition au maquillage FSC des plantations d'eucalyptus et avertissement face à leur progression au Piauí](#)
- [Laos : l'entreprise chinoise Sun Paper projette de faire des plantations d'eucalyptus en régime de monoculture](#)
- [Mexique : le palmier à huile est une affaire aux frais des plus pauvres](#)
- [Déclaration sur les plantations d'arbres des participants à la dernière réunion du Forest Movement Europe](#)
- [Arbres GM : quand les scientifiques se muent en publicistes](#)

NOTRE OPINION

Le G8 et la crise climatique : les actes seront-ils à la hauteur des paroles ?

Les gouvernements de huit pays qui sont parmi les plus puissants du monde [1] viennent de se réunir en Italie et ils ont publié un document intitulé « Un leadership responsable pour un avenir durable ». Dans leur déclaration ils font savoir au monde qu'ils sont « déterminés à collaborer pour garantir une croissance durable et à s'attaquer aux enjeux connexes de la crise économique, de la pauvreté et du

changement climatique ».

Si la situation n'était pas si tragique, on pourrait trouver cela drôle.

Le monde est confronté à une grave crise économique, la pauvreté augmente partout (y compris dans ces 8 pays) et la crise climatique est près de devenir catastrophique. Tout cela est le résultat direct du leadership « responsable » pratiqué par les gouvernements de ces mêmes pays – et de quelques autres – pendant des décennies.

Il est évident que personne ne peut accuser des pays tels que Tuvalu, Fiji, Laos, Cambodge, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Gambie, Namibie, Uruguay, Cuba ou que la plupart des 192 États membres des Nations unies d'avoir causé ces problèmes. Néanmoins, la population de la plupart d'entre eux en est déjà fortement atteinte.

Les pays du G8 promettent maintenant qu'ils prendront « la direction de la lutte contre le changement climatique », mais la réalité montre qu'ils sont en train de faire exactement le contraire : au Royaume-Uni, on criminalise ceux qui essaient d'éviter l'utilisation de charbon ; on prévoit d'extraire du pétrole en Alaska ; les entreprises pétrolières et gazières des pays du G8 continuent de tirer profit des combustibles fossiles ; dans ces mêmes pays, la consommation accélère la destruction des forêts tropicales.

Les pays qui subissent déjà les effets du changement climatique n'ont jamais manifesté leur souhait d'être « dirigés » par le G8. Au contraire, ils exigent à leurs gouvernements et à ceux de quelques autres pays puissants d'accepter la responsabilité des problèmes qu'ils ont causés et de faire quelque chose, non pas en 2050 mais tout de suite. Non pas par des déclarations mais par des actions concrètes. Non pas au moyen de « mécanismes du marché » mais grâce à une législation rigoureuse.

Le monde – ses habitants et ses écosystèmes – ne peut plus tolérer un système où, grâce à leur pouvoir économique, politique et militaire, une poignée de gouvernements exploitent et détruisent la planète à leur profit. À cet égard, les dirigeants du G8 ont besoin qu'on leur rappelle ce que c'est que la démocratie et ils doivent accepter qu'ils ne représentent qu'une minorité minuscule que personne d'autre qu'eux-mêmes n'a mandatée pour diriger quoi que ce soit.

Le monde ne veut pas de leur « leadership » et il n'en a pas besoin non plus. En revanche, il a besoin qu'ils agissent de façon « responsable » pour arranger le désastre climatique qu'ils ont provoqué. Le monde a besoin que leurs actes soient à la hauteur de leurs paroles.

[1] Les membres du G8 sont le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis. La Commission européenne y participe aussi.

[index](#)

Journée de mobilisation pour les mangroves – 26 juillet

L'organisation Mangrove Action Project (MAP) s'efforce depuis 1992 de freiner la destruction déchaînée des zones humides peuplées de mangliers que le développement non durable met en péril. De nos jours, les mangroves sont menacées par la production de charbon et de pétrole, le tourisme et l'expansion urbaine, les terrains de golf et les marinas. Pourtant, le danger le plus fort provient de l'élevage industriel de crevettes car c'est surtout lui qui provoque leur disparition. Les fermes crevettières sont installées le long des côtes parce que cela convient aux investisseurs, au détriment des zones humides littorales où les mangliers sont éliminés pour faire de la place à des bassins d'élevage qui s'étendent sur des centaines de milliers d'acres. La plupart du temps, les crevettes sont produites pour l'exportation. Les bassins fonctionnent pendant quelques années seulement à cause de la pollution et des maladies qui affectent les crevettes d'élevage. Plus de 250 000 hectares de fermes crevettières abandonnées et plus d'un million d'hectares de zones humides et de mangroves naguère importantes et productives, aujourd'hui dévastées, témoignent de l'inviabilité d'une industrie dont le but est de produire un aliment de luxe pour le plaisir des nations riches. Mais à quel prix ?

Plus de la moitié des mangroves du monde ont disparu à cause de cette vision imprévoyante du développement. Sur les près de 36 millions d'hectares originels, il n'en reste plus qu'environ 15 millions d'hectares de mangroves, et celles-ci sont dégradées et en mauvais état. Chaque année, 150 000 ha supplémentaires sont défrichés. Or, cette diminution des mangroves représente une menace grave pour la vie future sur la planète, et ce pour plusieurs raisons de poids.

Les mangroves jouent un rôle vital pour la diversité biologique littorale, car elles fonctionnent comme frayères et produisent la plupart des détritiques qui interviennent dans la chaîne alimentaire de nombreux êtres vivants des côtes. Les marais de mangliers sont des lieux d'escale et de ravitaillement pour les oiseaux migrateurs. Elles contribuent à maintenir en place le sol du littoral, évitant l'érosion et la sédimentation qui, autrement, suffoqueraient les prairies sous-marines et les récifs corallins, déjà menacés par la pollution et le réchauffement planétaire. Elles filtrent les polluants venus de la terre ferme, préservant ainsi la pureté de l'eau. Les mangliers piègent de grands volumes de carbone dans leurs branches et leurs feuilles, et stockent du carbone dans le sol où s'enfonce leur système racinaire. Lorsqu'on abat les mangliers, une grande quantité de carbone est libérée dans l'atmosphère, ce qui contribue à aggraver le réchauffement mondial.

En outre, les mangroves protègent les populations côtières des ouragans et du déferlement des vagues. De nombreux scientifiques pensent que les mangroves ont contribué à protéger les côtes contre le tsunami de l'Océan indien qui a frappé le littoral de l'Asie et de l'Afrique orientale en 2004. Ceux qui habitaient derrière des mangroves en bon état ont eu davantage de chances de survivre à l'assaut du raz-de-marée.

Pour ces raisons et d'autres encore, en 2003 le MAP et d'autres organisations du Sud ont décidé de proposer le 26 juillet comme Journée de mobilisation pour les mangroves.

Antécédents de la Journée de mobilisation pour les mangroves

L'idée de faire cet appel à la mobilisation est née pendant l'atelier 'Dans les mains des pêcheurs' organisé à Fortaleza, au Brésil, début 2003. Les participants venaient du Brésil, de l'Équateur, du Honduras, de la Colombie et du Guatemala. L'atelier s'est centré surtout sur les problèmes concernant les mangroves et les marais salants que l'expansion de l'industrie crevettière mettait en danger, ainsi que sur les stratégies susceptibles de contribuer à freiner cette expansion. Pendant l'atelier, il a été suggéré d'organiser une campagne internationale avec la participation des pêcheurs, où les ONG et les représentants des communautés locales organiseraient leurs propres manifestations au cours d'une même journée, de manière à associer tous ces événements entre eux pour constituer une action ou un mouvement international.

Le 26 juillet a été choisi à cause de sa signification pour le mouvement latino-américain dirigé par Red Manglar : il s'agit de la 'Journée de la Mangrove', qui commémore la date où, en 1998, un activiste de Greenpeace originaire de la Micronésie, Hayhow Daniel Nanoto, est mort d'une crise cardiaque pendant une grande manifestation dirigée par FUNDECOL et Greenpeace International. À cette occasion-là, la population du village de Muisne a rejoint les ONG pour démanteler un étang de crevettes situé à un endroit illégal, pour essayer de restituer cette zone de mangrove à son état antérieur. Depuis la mort de Hayhow, FUNDECOL et d'autres consacrent cette journée à sa mémoire et au renouvellement de la mobilisation pour sauver les mangroves.

Comme il n'y avait pas de bateau de Greenpeace à l'horizon, nous avons décidé d'inviter les pêcheurs à former des flottilles pour protester ensemble contre l'expansion destructrice de l'élevage de crevettes dans leurs régions. Cet appel a reçu des réponses positives du Bangladesh, de l'Inde, de la Malaisie, de l'Équateur, du Brésil, de la Colombie, du Mexique, du Honduras, du Nigeria, de l'Europe et des États-Unis. Et tout semble indiquer que la Journée de mobilisation pour les mangroves prenait de l'ampleur au monde entier : certains ont organisé des séminaires, d'autres la plantation de mangliers, le nettoyage de marais, des manifestations et des campagnes épistolaires.

L'appel à l'action pour le 26 juillet 2009

MAP souhaite appuyer toutes les manifestations que les membres du réseau prévoient pour le 26 juillet 2009. Le personnel et les bénévoles de MAP, dont le siège est à Seattle, se rendront à la 35e Fête annuelle des fruits de mer de Ballard qui aura lieu les 25 et 26 juillet. Ils profiteront de cette fête populaire pour parler avec les consommateurs sur les problèmes que pose l'élevage de crevettes dans le monde entier. MAP y lancera la campagne de sensibilisation 'Shrimp Less, Think More' (mangez moins de crevettes, réfléchissez davantage).

Nous vous invitons, vous et/ou votre organisation, à nous rejoindre dans une manifestation mondiale contre la disparition continue des écosystèmes de mangrove et des communautés qui en dépendent pour leur vie et leur subsistance. Veuillez communiquer à MAP vos projets de mobilisations régionales ou locales pour cette Journée internationale de défense des mangroves : nous les ferons

connaître de tous les membres de notre réseau mondial. Nous espérons recevoir bientôt de vos nouvelles à ce sujet !

Pour en savoir plus veuillez contacter : mangroveap@olympus.net

[index](#)

Équateur : par leur lutte, les femmes de la mangrove construisent la mémoire et l'avenir

La rencontre dénommée « 1e rencontre des femmes de l'écosystème de mangrove de l'Équateur. Nos rêves, nos droits, nos défis » a eu lieu en mai de cette année dans le canton de Muisne, province d'Esmeraldas.

Plus de quatre-vingts femmes s'y sont rencontrées pour raconter leurs expériences face à la discrimination et la violence. Des membres de REDMANGLAR International sont venus de la Colombie, du Honduras, du Mexique et du Brésil pour reconstruire l'histoire des femmes qui ont toujours vécu dans la mangrove.

Des pêcheuses de coquillages, de crabes, d'huîtres, de palourdes ou de poissons, des femmes liées à la mangrove dans leur travail et dans leur lutte pour survivre, ont réfléchi sur leur passé et leur avenir. Elles ont dépeint leur histoire et la diversité de la mangrove, leurs familles travaillant et jouant dans la mangrove. Elles ont raconté la destruction et le reboisement. Elles ont décrit l'avenir dont elles rêvent. Elles ont discuté, elles sont devenues amies, elles ont commencé à rencontrer d'autres femmes comme elles et à se retrouver elles-mêmes.

Elles ont raconté que la mangrove est une industrie naturelle qui leur donne tout, que quand l'écosystème disparaît la vie commence à disparaître. « Je suis certaine que la coupe de la mangrove a commencé à l'époque où León Febres Cordero était président. C'est là que les crevettiers sont venus détruire la mangrove. Quand un nouveau président arrive, il appuie les crevettiers et il oublie les pauvres », a témoigné l'une des participantes.

La mémoire

Chacune a raconté son histoire. Les femmes de la province d'Esmeraldas se sont dépeintes le cigare à la bouche, fumant pour éloigner les moustiques quand elles cueillent des coquillages dans la mangrove. Elles se sont dépeintes au milieu de l'exubérance de l'écosystème mais aussi au milieu de la dévastation provoquée par l'élevage industriel des crevettes. Elles ont raconté qu'il n'y a presque plus de coquillages, qu'elles en prennent soin mais que cela ne suffit pas ; qu'elles ont reboisé avec des compagnons d'autres organisations, avec des étudiants, avec des volontaires, et qu'elles ont démolé les murs des étangs de crevettes qui ont tout envahi et détruit.

Dans la province de Manabí, les travailleuses de la mangrove sont dans deux zones, l'estuaire du fleuve Portoviejo et celui du fleuve Chone. L'arrivée des

entreprises crevettières a fait disparaître la mangrove. « Nous faisons la pêche et l'agriculture de cycle court. Quand les entreprises crevettières sont arrivées nous avons commencé à pêcher des larves pour les laboratoires mais cela n'a pas duré. À présent nous n'avons pas de travail, quelques-unes travaillent à étêter les crevettes dans les piscines, mais c'est dur, c'est mal payé et ce n'est pas permanent ».

Elles se rappellent que le phénomène du Niño était une bénédiction parce qu'il s'accompagnait de pêche abondante et d'un renouvellement de la terre. « Depuis que la mangrove a disparu, chaque phénomène du Niño est un malheur qui tombe sur nos communautés, tout s'inonde, on perd nos maisons, les gens doivent quitter leur territoire », se sont-elles lamentées.

À Guayas il existe encore une grande diversité de poissons, de crevettes et de mollusques ; il reste encore une grande étendue de mangrove que les communautés protègent. Mais il y a des endroits, comme l'île Puna, où les fermes crevettières ont éliminé la mangrove, de sorte que beaucoup de cueilleuses de coquillages et de crabes n'ont plus de travail ni de source d'aliments.

Dans la province de Santa Elena la mangrove a été presque exterminée mais il y a des récifs et des bancs de poissons qui permettent une pêche abondante. Pourtant, il est nécessaire de protéger ces ressources parce que la pêche industrielle est en train d'en venir à bout et que, sans la mangrove qui est la « maternité » des poissons, cette richesse disparaîtra bientôt.

La lutte

« Nous avons été menacées, agressées, les crevettiers ont tiré sur nous, ils ont lâché les chiens contre nous pour nous faire quitter la mangrove et s'emparer de ce patrimoine qui nous appartient. Mais nous sommes restées, prêtes à donner notre vie s'il le faut, parce que c'est ici que nous sommes nées, notre histoire est ici, nos histoires, notre travail, notre nourriture, nos familles et nos amies », ont dit les femmes d'Esmeraldas.

Et elles ont chanté :

Je voudrais que le président puisse écouter
Ce que je veux lui dire en ce moment
Écoutez, monsieur le président, ayez pitié,
Les mangroves n'appartiennent pas aux autorités

Hélas, combien ça va durer encore
Dites-nous s'il vous plaît
Jusqu'où vous allez faire souffrir
Les pauvres de l'Équateur

« Nous rêvons de voir le fruit de nos efforts et de récupérer le territoire perdu, d'en finir avec les marches, de gagner ce combat et de profiter de ce que nous avons et de ce que nous aurons récupéré », ont dit les femmes de Manabí.

L'avenir

Le rêve des femmes est que les crustacés reviennent, qu'il en existe 1 000 ou 1 500 comme il y a une vingtaine d'années. Elles veulent travailler comme avant à cueillir des coquillages et des crabes. Elles souhaitent le retour de beaucoup d'espèces utiles pour leur alimentation, que les hommes continuent de travailler à la mangrove, de faire du charbon, de construire les maisons avec du bois de manglier, que la mangrove et leur vie redeviennent ce qu'elles étaient.

Il est vrai que tout n'est pas rose car la vie est dure dans la mangrove. « En cueillant des coquillages j'ai donné à mes enfants la possibilité d'étudier pour qu'ils ne soient pas comme moi, pour qu'ils vivent mieux. Je suis fière de les avoir fait progresser. Ma mère ne m'a pas donné d'études », a dit Jacinta, déléguée du canton de Muisne, province d'Esmeraldas. Cette réflexion a déclenché une forte polémique chez les participantes.

C'est « parce qu'on est l'objet de discrimination, on nous traite de 'cholas' [métisses] avec mépris, notre travail n'est pas apprécié. Une femme qui travaille dans la mangrove n'est pas respectée comme celle qui a une profession universitaire ; c'est pour cela que nous pensons que nos enfants doivent faire des études, pour qu'on les respecte. Car la société est comme cela, elle ne comprend pas que la mangrove est merveilleuse, que nous leur donnons à manger grâce à notre travail. Ce n'est pas nous qui méprisons la mangrove, ce sont les présidents du pays, les puissants, qui la détruisent, qui ne comprennent pas », ont réfléchi les femmes de la province d'El Oro.

« Nous voulons faire entendre notre voix pour qu'on nous écoute et qu'on respecte tous nos idéaux. Nous voulons conserver ce qui est à nous et pouvoir subvenir aux besoins de nos familles grâce au travail des femmes et des hommes. Nous voulons qu'on nous admire pour l'effort que nous faisons pour défendre notre territoire et qu'on mette fin à la discrimination, pour que nos enfants héritent de la mangrove et soient fiers d'y appartenir. Nous voulons qu'il n'y ait plus de violence dans nos communautés, qu'on nous laisse marcher et courir dans notre mangrove et travailler avec dignité », ont-elles affirmé.

« Mon rêve est de semer la mangrove et la cultiver pour que mes petits-enfants et mes arrière-petits-enfants y travaillent et racontent la même histoire que je raconte en ce moment. Qu'ils fassent partie de la mangrove comme j'en fais partie », a dit Rosa, pêcheuse de crabes de 52 ans, qui a appris à toute une génération à aimer la mangrove et à gagner sa vie en y récoltant des crabes.

La rencontre s'est terminée par une affirmation de la vie. Sur cinquante hectares de mangrove occupés illégalement et détruits par M. Ilario Patiño et ses piscines de crevettes, les femmes ont reboisé deux hectares dans la localité Casa Vieja de la paroisse Bolívar.

On a demandé au ministère de l'Environnement d'enregistrer cette surface et on espère que, cette fois-ci, le reboisement fait par les femmes sera reconnu et que la zone pourra revivre.

Article rédigé à partir d'extraits édités du compte rendu de la rencontre, envoyé par

Les mangroves de l’Afrique sont en train de disparaître et, avec elles, les moyens d’existence de leurs habitants

Les mangroves forment « un milieu original et un cadre de vie spécifique » composé d'arbres à racines aériennes qui se plantent dans la vase, mais aussi d'autres arbustes et d'autres essences, qui se distinguent chacune par ses caractéristiques propres d'adaptation au milieu – notamment à la salinité de l'eau –, lesquelles expliquent la localisation particulière de chacune des espèces au sein de l'écosystème, appelée zonation.

De la Mauritanie à l’Angola, les racines aériennes des Rhizophora des mangroves forment un abri privilégié pour le frai des poissons et jouent un rôle important dans la vie économique des populations qui vivent à leur bord. Elles offrent d’importantes sources de revenus et de moyens de subsistance aux communautés grâce aux nombreux produits qui y sont prélevés (poissons, bois de chauffe, bois d’œuvre, nourriture, coquillages, médicaments) et à des activités telles que la pêche et le tourisme. En outre, la mangrove régule les marées et la sédimentation, et constitue une barrière protectrice contre les tempêtes et l’érosion côtière.

Les chercheurs estiment que les trois quarts des poissons que l’on pêche dans les tropiques dépendent des forêts de mangliers pour leur nourriture ou leur habitat. Les mangroves servent de nursery et de lieu de reproduction à des espèces de poissons de la côte et du large.

La partie septentrionale du Cameroun est caractérisée par une abondance d’estuaires peuplés de mangroves, à travers lesquels les fleuves se jettent dans la mer. Ces mangroves fonctionnent, entre autres, comme zone de peuplement et de frayère pour plusieurs espèces de poissons et de crustacés.

Au Sénégal, les mangroves contribuent considérablement au bien-être social, économique et culturel des habitants du delta du Saloum qui est également un point de transit important pour de nombreuses espèces d’oiseaux migrateurs. Toutes ces richesses lui ont valu leurs différents statuts internationaux dont celui de Patrimoine mondial de l’Unesco et de site RAMSAR. « Une biodiversité unique est aujourd’hui menacée par la disparition de cet habitats naturel », confie Abdoulaye Diamé, de l’ONG WAAME (West African Association for Marine Environment).

Au Kenya, les mangroves couvrent près de 54 000 ha et se trouvent surtout dans les districts de Lamu et de Tana River. Elles fournissent directement de nombreux produits, ligneux et non ligneux. Les produits ligneux sont le bois de chauffage, le bois de charpente et le charbon utilisés aussi bien dans les villes qu’en milieu rural. Le bois de charpente est classé en diverses catégories suivant l’emploi auquel il est destiné. Il sert aussi à faire des mâts pour les bateaux et des pièges pour la

pêche. Les plus grands troncs des mangliers sont utilisés pour construire les bateaux traditionnels. Leurs racines aériennes sont employées comme flotteurs dans les filets de pêche. Les populations locales font aussi des meubles avec le bois des mangliers. Parmi les nombreux produits non ligneux des mangroves figurent le miel, les médicaments, les crabes et les poissons qu'on y trouve.

Le Nigeria possède la plus vaste superficie de mangrove de l'Afrique : 7 386 km² (UNEP-WCMC, 2007). Les huit espèces de mangliers qui existent dans la région y sont présentes. Plusieurs activités économiques sont développées par les populations : pêche, crevetticulture, production de bois, tourisme, etc. La mangrove du delta du Niger est considérée comme une zone de conservation très importante de la côte occidentale de l'Afrique en raison de son extraordinaire diversité biologique. Des études ont montré que près de 60 % des poissons du golfe de Guinée se reproduisent à cet endroit.

Malgré cela, les superficies de mangrove ne cessent de décroître. Assez vulnérable, cet écosystème est déjà dégradé dans les parties les plus en amont.

Entre 1980 et 2006, un quart des étendues de mangrove ouest africaines ont disparu et les prévisions font état d'une disparition d'environ 70 % de cette mangrove si aucune action n'est entreprise.

La dégradation de ces écosystèmes a un impact considérable sur la biodiversité et sur les activités socioéconomiques qui en dépendent : disparition d'espèces animales et végétales, pauvreté, chômage, conflits, maladies nutritionnelles, etc.

Parmi les menaces les plus importantes qui planent sur les mangroves (l'élevage industriel de crevettes, l'exploitation forestière, la pollution) figure l'exploitation du pétrole. L'installation d'oléoducs et de lignes sismiques provoque leur déboisement, tandis que les déversements de pétrole, la décharge de déchets et le brûlage de gaz en torchère polluent l'eau, le sol et l'air.

Au Kenya, par exemple, entre 1983 et 1993 le port de Mombasa et les eaux environnantes ont reçu 391 680 tonnes de pétrole déversé qui ont affecté les mangroves de Port Ritz et les criques de Makupa. La même chose se passe au Cameroun, où la pollution provoquée par l'exploitation pétrolière menace l'intégrité des mangroves.

Pourtant, le cas le plus grave de dégradation de la mangrove à cause de l'exploitation pétrolière est celui du delta du Niger, au Nigeria, où des géants de l'industrie pétrolière comme Shell et Chevron extraient des milliards de dollars en pétrole, laissant en échange la destruction sociale et environnementale.

En ce qui concerne le déboisement, les mangroves du Nigeria sont passées de 9 990 km² à 7 386 km² entre 1980 et 2006.

En ce qui concerne la dégradation, il y a eu de grands déversements de pétrole qui ont dévasté les fleuves, tué les mangroves et les êtres vivants du littoral, porté atteinte à la santé et aux moyens d'existence de millions d'habitants du delta du Niger. Comme le dénonce Amnesty International, les communautés locales n'ont

que « la terre et les cours d'eau naturels pour vivre et se nourrir. Aujourd'hui, elles doivent boire de l'eau polluée, cuisiner et se laver avec elle et manger du poisson contaminé par des toxines. Elles ont perdu leurs terres agricoles et leurs revenus à cause des déversements de pétrole, et l'air qu'elles respirent pue le pétrole, le gaz et d'autres polluants » [<http://www.amnesty.org.au/action/action/21246/>].

Les pays du Nord se disent inquiets de la faim en Afrique. Pourtant, leurs entreprises pétrolières continuent de détruire les moyens de subsistance de millions d'Africains dont la vie dépend de la bonne santé des mangroves. Plutôt que de donations de surplus agricoles, les peuples des mangroves ont besoin que ces entreprises s'en aillent, après avoir restauré les écosystèmes qu'elles ont détruits. Ils retrouveront ainsi leur véritable richesse et la faim qu'ils souffrent aujourd'hui ne sera plus qu'un souvenir.

Compilation de documents envoyés par Abdoulaye Diame, WAAME, adresse électronique abdoulayediame@yahoo.com : « La mangrove, la sécheresse et le sacré » Abdoulaye Diame ; « Article sur la situation des forêts au Cameroun », Moudingo E. Jean Hude, Cameroon Wildlife Conservation Society ; « Sénégal. Lutte contre la dégradation des écosystèmes de mangroves » ; « Conservation and management of mangrove forests in Kenya », Joseph K. S. Lang'at et James G. Kairo, Mangrove Reforestation Program ; « One wrong step too many: FAO supports unsustainable shrimp farming and food insecurity investments in Nigeria », Centre for Environment, Human Rights and Development (CEHRD) ; « Biodiversité du Parc marin des mangroves en République démocratique du Congo : faune ichtyologique », Réseau africain pour la conservation de la mangrove (RAM) ; « Niger Delta's Mangrove Communities Threatened By Continued Gas Flaring », campagne d'alerte de MAP.

[index](#)

Bangladesh : la substitution des mangroves par des fermes crevettières mène à la disparition d'une source d'aliments et à l'insécurité environnementale

L'élevage industriel de crevettes a causé la destruction d'environ 45 % des marais de mangroves du Bangladesh ; en outre, il a fait diminuer la diversité biologique et privé de moyens d'existence des millions de personnes qui dépendaient de ces écosystèmes.

Dans les années 90, la Banque mondiale a encouragé et soutenu l'aquaculture de crevettes dans le cadre de politiques axées sur l'exportation. A.K.M. Enayet Kabir affirmait dans un article [1] : « Dans le but d'obtenir des devises étrangères, beaucoup de personnes se sont associées maintenant à l'élevage de crevettes qui, depuis les années 1980, s'est étendu sur une vaste surface des districts côtiers du Bangladesh ».

Et l'auteur se demande : « Avons-nous cherché à savoir où vont ces devises et qui en profite ? Les devises obtenues aux dépens de la santé de la population locale et de nos Sunderbans ne sont pas en train d'avantager le peuple ».

Dans un pays où le taux de malnutrition est le plus élevé de la région Asie-Pacifique (70-80 % des enfants) et où la mortalité infantile est considérable, la pêche de subsistance serait un moyen d'atténuer ce problème. Pourtant, l'élevage de crevettes a pollué l'environnement aux Sunderbans et aux alentours, au point de bouleverser le cycle naturel des nutriments.

La disparition des mangroves a fait disparaître aussi la protection contre les cyclones. Dans une étude de Martinez-Alier et al. [2] on peut lire : « Dans les foyers du Nord il est fréquent de voir à la télévision des informations sur des inondations et des morts au Bangladesh, mais on ne fait pas souvent le rapport avec les mangroves détruites, les fermes crevettières abandonnées et la diminution des défenses côtières contre les cyclones. Le déboisement a rendu la zone très vulnérable à l'invasion de la mer au moment des cyclones. Ainsi, l'absence de sécurité alimentaire qui découle de l'affectation des mangroves à la production de crevettes, un produit de luxe pour l'exportation, s'accompagne d'insécurité environnementale ».

Une recherche menée par l'université indienne de Delhi et l'université Duke des États-Unis a examiné les cas de mort associés au cyclone qui, en 1999, balaya des villages entiers sur la côte orientale de l'Inde. Cette étude [3] a trouvé que, dans les villages protégés par la mangrove, le nombre des morts avait été considérablement inférieur à celui des villages moins protégés.

Les conclusions de cette étude ont été publiées en avril de cette année, juste avant que le cyclone Aila ne tue près de 90 personnes dans les districts sud-occidentaux du Bangladesh et n'inonde environ 40 % des fermes crevettières de la région de Khulna, le 26 mai dernier [4].

La substitution des mangroves par des élevages de crevettes à des fins lucratives a eu des résultats tragiques : les gens sont restés sans argent, sans nourriture et sans protection.

[1] "Ecological impact has to be assessed", A. K. M Enayet Kabir,
http://www.ecologyasia.com/news-archives/2002/may-02/independent-bangladesh_280502.htm.

[2] "The Environmentalism of the Poor", J. Martinez-Alier, Royaume-Uni,
<http://www.wrm.org.uy/actors/WSSD/alier.pdf>.

[3] "Mangrove Forests Save Lives In Storms, Study Of 1999 Super Cyclone Finds", ScienceDaily, 21 avril 2009,
<http://www.sciencedaily.com/releases/2009/04/090414172924.htm>.

[4] "Blow to shrimp cultivation", The New Nation,
<http://nation.ittefaq.com/issues/2009/06/22/news0737.htm>.

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

Brésil : une loi autorise l'avance de l'agro-industrie en Amazonie

Le 9 juillet 2008, le sénat brésilien a approuvé une disposition du Pouvoir exécutif, appelée « mesure provisoire », que le Pouvoir législatif devait adopter par la suite. Cette disposition a été fortement critiquée par les écologistes et par de nombreux secteurs politiques et sociaux du Brésil, y compris l'ancienne ministre de l'Environnement Marina Silva, aujourd'hui sénateur.

Dans les années 1970 et 1980, les gouvernements dictatoriaux de l'époque avaient encouragé l'occupation de l'Amazonie, au profit de grands propriétaires terriens qui s'y sont installés en s'appropriant illégalement des terres de propriété publique. Cette situation avait suscité des conflits avec les populations traditionnelles de la région.

Une troisième tentative dans le même sens vient d'avoir lieu : le président Luiz Inácio da Silva a promulgué en juin dernier une « mesure provisoire » devenue loi (Projet de Loi de conversion 09 ou PLV, approuvé d'abord par la chambre des députés, puis par le sénat). Cette loi régularise la situation des occupants de plus de 67 millions d'hectares de terres domaniales dans l'Amazonie Légale qui comprend 508,8 millions d'hectares dans les États d'Acre, Amapá, Amazonas, Mato Grosso, Pará, Rondônia, Roraima, Tocantins et une partie du Maranhão.

Jusqu'à présent, la concession de terres publiques – gérées par l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire – à des particuliers, à usage rural et sans les exigences que comporte un appel d'offres, était limitée à des unités de 500 hectares. La nouvelle loi porte cette superficie à 1 500 hectares. Cela implique que la régularisation laissera 72 % des terres sous le contrôle de 7 % seulement des occupants, qui pourront les exploiter pour l'agriculture et l'élevage et qui, au bout de trois ans, pourront les vendre.

Les plaintes portent sur le fait que cette mesure ne fait pas de différence entre les occupants paysans, souvent des familles qui s'y sont établies pour travailler la terre (« posseiros »), et les spéculateurs, autant ceux qui essaient d'obtenir le plus grand nombre de parcelles possible pour les revendre ensuite à un prix supérieur que ceux qui se sont appropriés la terre par la violence. Ces derniers sont souvent de grands propriétaires terriens (« grileiros ») qui constituent une véritable mafia et falsifient des documents et des titres de propriété dans des zones hantées par les conflits et le déboisement.

Pour Marina Silva, la mesure « va susciter un processus de privatisation de terres, de légalisation d'étendues qu'ils se sont appropriées illégalement, et elle aura de graves répercussions sur le Plan de lutte contre le déboisement de l'Amazonie ».

Ariovaldo Umbelino, professeur de géographie agraire de l'université de São Paulo, explique : « Un autre volet de cette opération astucieuse pour légaliser l'appropriation de terres de l'Institut national de la colonisation et la réforme agraire (INCRA) dans l'Amazonie Légale est qu'on a profité de l'augmentation du déboisement dans cette région pour faire un nouvel enregistrement des biens immeubles. Celui-ci va permettre aux 'grileiros' qui n'avaient pas encore enregistré les terres publiques dont ils se sont emparés jusqu'en décembre 2004 de le faire maintenant, et d'être ainsi habilités à 'acheter' ces terres sans passer par l'appel d'offres. En plus, l'information publiée en ligne par l'INCRA à propos du nouvel

enregistrement reconnaît déjà, de façon absurde, que les 'grileiros' sont des 'posseiros' : les propriétaires ou 'posseiros' de terres dépassant l'étendue de quatre modules fiscaux [...] devront présenter à l'INCRA, entre le 3 mars et le 2 avril, les documents qui prouvent la propriété ou la possession pacifique de la terre, les plans et les descriptifs permettant de situer correctement les immeubles ruraux (<http://www.incra.gov.br>). Il faut préciser que les terres qui appartiennent vraiment aux familles paysannes de l'Amazonie n'occupent pas plus de 100 hectares ; par conséquent, ces mesures de l'INCRA visent à régulariser les appropriations de terres publiques de l'INCRA lui-même, que ses fonctionnaires corrompus ont 'vendues' à la mafia agricole » [1].

D'après Nilo D'Ávila, de Greenpeace, « Les propriétés les plus grandes et meilleures restent aux mains de spéculateurs immobiliers et de personnes qui ne vivent pas de cette terre. La spéculation immobilière trouve la porte grande ouverte en Amazonie. L'ensemble des mesures que le gouvernement est en train de prendre aura pour résultat le déboisement » [2].

Il convient de signaler que la pression des organisations sociales et écologistes a réussi à améliorer quelque peu la mesure originelle. Le président Luiz Inácio Lula da Silva a opposé son veto à l'article 7 de la disposition, lequel permettait le transfert de terres à des personnes juridiques ou des individus qui n'habitaient pas la région et qui géraient les terres par le biais de prête-noms. Toutefois, cela pourrait n'avoir pas beaucoup d'importance dans la mesure où les spéculateurs n'agissent pas souvent en tant que personnes juridiques.

La réforme agraire, que la mobilisation populaire a eu tant de mal à introduire dans la constitution, est maintenant « bloquée », selon le coordinateur du Mouvement des travailleurs sans terre (MST), Joao Stedile. « Des terres qui devraient servir à la réforme agraire sont attribuées à des entreprises étrangères pour la production d'eucalyptus, de soja, de bétail et d'agrocarburants » [3], a-t-il dénoncé. Parmi ces entreprises il a mentionné celles qui s'occupent de la plantation d'eucalyptus et de la production de pâte, comme Aracruz, Veracel et Suzano.

Selon les informations du MST, « en 1992 il y avait un peu plus de 19 000 grands propriétaires qui possédaient chacun plus de 2 000 hectares, soit un total de 121 millions d'hectares. En 2003, le nombre des propriétaires avait presque doublé (32 000) et la superficie totale était de 132 millions d'hectares. En onze ans, le latifundium s'est approprié 12 millions d'hectares » [4].

On constate à l'heure actuelle un processus dangereux d'appropriation de terres en réponse aux crises financière et alimentaire. Les gouvernements et les entreprises sont partis à la recherche de terres agricoles en Asie et en Afrique, mais ils sont en train d'arriver en Amérique latine également. La Chine et l'Arabie Saoudite souhaitent acquérir des terres agricoles au Brésil. Selon l'INCRA, quatre millions d'hectares de terre brésilienne sont enregistrés au nom d'étrangers et plus de la moitié se trouvent en Amazonie.

Pour l'instant, le Procureur général de la république a présenté au Haut tribunal fédéral du Brésil un recours en inconstitutionnalité contre la nouvelle loi de régularisation des terres envahies dans la région amazonienne car elle considère

que cette loi viole l'article 188 de la Constitution, selon lequel « L'affectation des terres publiques et inoccupées est harmonisée avec la politique agricole et le plan national de réforme agraire ». En plus, l'article 191 dit : « Celui qui, sans être propriétaire d'un immeuble rural ou urbain, exerce sans opposition la possession d'une surface de terrain non supérieure à 50 hectares pendant 5 années ininterrompues, la met en valeur par son travail ou celui de sa famille et y a son habitation en acquiert la propriété ».

Tout n'est pas dit. La résistance continue.

[1] "A farrá da legalização da grilagem", 03/04/2008, Ariovaldo Umbelino, <http://www.mst.org.br/mst/pagina.php?cd=5162>.

[2] "MP da Grilagem beneficia poucos posseiros com muita terra na Amazônia", 06/07/2009, Brasil de fato, <http://www.brasildefato.com.br/v01/agencia/nacional/mp-da-grilagem-beneficia-poucos-posseiros-com-muita-terra-na-amazonia/>.

[3] "MST denuncia que está "bloqueada" la Reforma Agraria en Brasil", AMARC-ALC, <http://www.agenciapulsar.org/nota.php?id=13954>.

[4] "MST evalúa Reforma Agraria en el país y critica al agro negocio", 14/04/09, Adital, <http://www.adital.com.br/site/noticia.asp?lang=ES&cod=38204>

index

République dominicaine : le peuple dit non à la cimenterie de Los Haitises

Le Parc national Los Haitises, qui chevauche les provinces de Samaná, Monte Plata et Hato Mayor, est une zone protégée depuis 1976. S'agissant d'une forêt tropicale humide et très humide, il est non seulement une réserve importante de la flore et la faune indigènes du pays mais il est considéré aussi comme l'exemple le plus représentatif de la mangrove caribéenne.

Cet écosystème héberge une diversité biologique et des ressources naturelles extraordinaires et uniques qui en font l'habitat de nombreuses espèces endémiques en péril d'extinction (*Plagiodontia aedium*, *Amazona ventralis*, *Solenodon paradoxus*...). Pourtant, son importance ne réside pas uniquement dans ces qualités : il a aussi la particularité d'être une réserve d'eau irremplaçable grâce aux nappes souterraines qui se communiquent entre elles. La zone est parcourue par les fleuves Payabo, Los Cocos et Naranjo, et c'est également là que se déverse le Yuna.

Un autre aspect important de Los Haitises est son système de grottes où l'on a découvert des pictogrammes et des pétroglyphes faits par les ancêtres lointains, lesquels font de cette zone un patrimoine de l'humanité. Pour beaucoup de personnes qui la visitent, l'expérience équivaut à un voyage à la préhistoire.

Or, toutes ces valeurs sont en péril car on prévoit d'y fabriquer du ciment. À l'endroit où confluent les principales sources d'eau de la région on construit aujourd'hui une cimenterie financée par le Consorcio Minero Dominicano.

En plus de dévaster la zone de Los Haitises, le projet porterait atteinte à la santé des habitants des villages voisins en polluant les fleuves qui fournissent plus de 50 % de l'eau utilisée dans le pays (le Comate, le Yabacao, le Cambita, le fleuve souterrain Brujuela, l'Almirante, le Casuí, le Boyá, le Socoa et le Sabita).

C'est pour cela que les habitants de la région ont exprimé leur rejet absolu du projet qui, en plus, aurait des incidences sur l'agriculture vivrière qui est leur principale source d'aliments. Le Mouvement paysan des communautés unies (MCCU) a déposé une plainte au tribunal pour exiger la révocation du permis d'installation de la cimenterie. Grâce à cela, les travaux sont suspendus jusqu'à la fin du procès.

Néanmoins, le 30 juin dernier la plupart des habitants de Gonzalo qui ont organisé et participé à la lutte pour la préservation de Los Haitises et contre l'installation de la cimenterie ont reçu la notification qu'ils devront quitter dans un délai de 10 jours les parcelles qu'ils occupent, car elles appartiendraient au Conseil étatique du sucre (CEA). Selon les témoignages des paysans, ces terres leur ont été cédées et beaucoup d'entre eux possèdent les documents du CEA qui le prouvent, tandis que d'autres ont entamé il y a plus de huit ans les démarches nécessaires auprès de cette institution pour obtenir les titres correspondants. Ils affirment qu'il s'agit d'une mesure de répression contre ceux qui ont participé activement à la lutte contre la cimenterie.

En plus du mouvement paysan, il y a un mouvement de jeunes qui, guitare en main, ont campé un jour de mai dans le district municipal de Gonzalo, dans la province de Monte Plata. Depuis, ils attirent l'attention du pays et du monde cybernétique. Ils démentissent le mythe que « la jeunesse se fiche de tout » : le campement de Gonzalo a été un coup de cloche, une action effervescente, un cri, une manifestation d'espoir dans tout ce qu'on peut encore faire. Avec leurs guitares et leurs messages chiffrés, les mouvements de jeunes de notre époque pratiquent de nouvelles formes de mobilisation sociale, des stratégies différentes pour affronter les abus de ceux qui, au nom du progrès, font reculer le pays.

Le campement de Gonzalo est devenu un lieu de résistance, de rencontre et d'échanges pour s'opposer à la cimenterie et à ceux qui, se prenant pour les maîtres du pays, prétendent l'installer coûte que coûte à Los Haitises.

Depuis le Campement de solidarité avec Los Haitises on exige l'annulation de la concession qui permet au Consorcio Minero Dominicano de construire la cimenterie à proximité du parc, et la restitution des terres aux paysans expulsés.

Article fondé sur des informations fournies par Alexander Mundaray, membre du mouvement paysan MCCU, et sur celles des sites internet d'Ecolucha (<http://www.ecolucha.org/>) et Clave Digital (<http://clavedigital.com.do>)

[index](#)

Du 10 au 12 juin 2009, des Adivasis, des travailleurs forestiers et d'autres habitants des forêts de 16 États de l'Inde se sont réunis autour du thème « *Résister à la marchandisation des forêts; établir un gouvernement communautaire des ressources naturelles* ». Après quelques discussions et débats, ils ont rédigé ensemble une forte communication intitulée « *Déclaration de Dehradun 2009* ».

Les forêts, leurs habitants et le monde entier sont plongés dans une situation qui est bien plus qu'une crise : « *Il ne s'agit pas d'une crise ordinaire. Il ne s'agit pas d'une simple crise climatique, ni de la crise financière que vous appelez un monstre auto-engendré. Nous pensons qu'il s'agit d'une crise de civilisations* ». D'un côté, la civilisation qui « *est basée sur les idées de pouvoir, de territoires, de frontières, de profits, d'exploitation et d'oppression* ». Cette civilisation qui essaie « *de tout posséder, y compris la Mère Nature. Voilà le moteur de votre civilisation. Vous avez besoin de ce monde d'oppression et d'exploitation pour survivre et être à l'aise* ». De l'autre côté, la civilisation de tous les autres. De ceux qui ne considèrent pas le monde comme une marchandise. Celle des habitants des forêts du monde, qui disent : « *Nous, les habitants des forêts du monde – qui vivons dans la forêt, survivant grâce aux fruits et aux récoltes, cultivant des champs jhoom [1], replantant les terres boisées, errant avec nos troupeaux – nous avons occupé cette terre depuis des siècles. Nous annonçons bien fort, dans l'unité et la solidarité, pour qu'il ne subsiste aucun doute à propos de l'avenir : nous sommes les forêts et les forêts sont nous-mêmes, et l'existence des unes dépend de l'existence des autres. Sans nous, la crise que subissent aujourd'hui nos forêts et notre environnement ne pourront que s'intensifier* ».

Ces deux civilisations sont essentiellement incompatibles : « *Si vous voulez nous intégrer à votre monde en nous 'civilisant', nous choisirons allègrement de rester incivilisés. Appelez-nous sauvages, peu importe ! Nous avons appris, au milieu de ces arbres, de cette eau, de cet air et des autres habitants des forêts, à vivre une vie de liberté, d'absence de frontières, mais sans jamais oublier les frontières de la nature* ».

La Déclaration de Dehradun devient la voix des habitants des forêts de l'Inde qui parlent fort : « *Par conséquent, nous rejetons votre législation contre nature, votre civilisation tyrannique et cruelle. De quelle liberté parlez-vous ? Nous ne voyons pas où est la liberté si on nous force à quitter nos forêts, à rester séparés de l'eau, de la terre, des champs, des arbres, de l'air et des bêtes familières, de l'écosystème auquel nous appartenons. Quelle est cette liberté qui permet d'enchaîner ses propres frères et sœurs ? Une fausse liberté ! Nous ne voyons aucune vérité dans une société qui reste hantée par la prospérité d'une poignée de capitalistes mais n'oublie jamais d'opprimer les travailleurs, les Adivasis, les Dalits, les femmes et les pauvres du monde ! Nous vous répudions !*

Et ils préviennent : « *Il y a une crise climatique en ce moment mais ni le libre-échange, ni l'argent ni la technologie n'en élimineront les racines. Vous oubliez que la crise découle de la structure de votre société, une construction fondée sur un désir inépuisable de richesses et sur un mode de vie qui voit la nature comme un objet d'exploitation et d'extraction. Fous que vous êtes ! Vous êtes condamnés à payer le prix et à subir les peines de vos actions, mais nous vous demandons : pourquoi devons-nous souffrir ? Vous vous êtes ingérés dans notre mode de vie, dans le rythme*

de la Terre Mère. Vous avez corrompu l'environnement avec vos véhicules, vos industries, vos armes et votre développement, et vos actions ont créé une crise dans nos foyers. Vous avez péché contre l'essence de notre existence et, au milieu de notre colère et de nos larmes, nous rejetons les bases de votre existence : la méfiance, le contrôle, la recherche immorale de l'intérêt personnel, l'injustice, le blâme.

Comment osez-vous rejeter sur nous la responsabilité de la crise climatique ? Cette crise est le résultat de pratiques contre nature et elle a dévasté notre vie. Comment avez-vous pu couper nos arbres sans réfléchir ? La température monte, la pluie diminue et les forêts brûlent, se consomment dans la douleur. Et maintenant, vous voulez nous faire quitter notre habitat sous prétexte de conserver nos forêts ! Vous tuez inlassablement, vous trouvez plaisir à orner vos cheminées de têtes de tigres 'terrifiants', mais vous avez l'audace de nous dire que nous devons quitter la forêt pour que vous puissiez protéger les tigres ! Quelle loi connaissez-vous ? Qui êtes-vous pour nous dire ce qui est légal ? C'est vous qui êtes dans l'illégalité, qui contredisez les lois de la nature et celles de la coexistence. Vous n'apportez aucune solution, vous ne faites que détruire.

Si notre époque ne vous intéresse pas, du moins pensez un instant aux générations futures, à leur héritage. Souhaitez-vous leur léguer un monde où règnent le chaos et la destruction ? Êtes-vous à ce point aveuglés par votre cupidité ? Au moins en ce moment de crise nous devons nous unir, toutes les civilisations et tous les peuples des forêts du monde, pour trouver une solution, pour restaurer nos rapports avec la nature.

Aujourd'hui, à Dehradun, nous appelons à la solidarité et à l'harmonie tous les habitants des forêts du monde, les travailleurs, les Adivasis et nos compagnons de route, dans ce voyage vers la réalisation de notre existence en communion avec nos forêts. Nous prévenons votre civilisation que nous sommes un peuple uni dans la lutte contre la structure du capitalisme, fondé sur la convoitise, le vol et l'appât du gain. Nous prévenons les nations du monde qu'elles ne doivent pas oublier de respecter notre existence ; autrement, du plus profond de nos cœurs nous allons crier bien fort : **PLUS DE SILENCE !** Nous nous relèverons des cendres de vos incendies dévastateurs pour nous opposer à votre ordre sans nous laisser décourager par vos pièges. Nous nous lèverons comme un seul peuple des forêts, fort et solidaire, pour défier la structure même de votre civilisation et ne faire qu'un avec la nature, de nouveau !

Levez-vous ! Habitants des forêts du monde, unissez-vous ! Zindabad !
Forum des peuples et des travailleurs des forêts, Inde. »

[1] Parcelle de terre arable en forêt.

Le texte intégral de la déclaration est disponible à l'adresse : The full declaration is available at: <http://www.wrm.org.uy/countries/India/Dehradun.html>

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

Brésil : dure opposition au maquillage FSC des plantations d'eucalyptus et avertissement face à leur progression au Piauí

« Le Sud du Piauí est détruit, ses fleuves et ruisseaux sont empoisonnés et secs pour satisfaire la voracité de quelques entreprises qui cherchent à obtenir des gains faciles en détruisant les écosystèmes, par leurs activités de production de charbon, de bois de chauffage, de soja, de ricin et d'eucalyptus. La richesse obtenue se concentre entre les mains de quelques-uns, tandis que la grande majorité de la population continue de vivre sans pouvoir profiter des biens que la Mère Nature leur offre gratuitement. L'agriculture familiale n'existe plus guère. Aucune des villes où l'on exploite le soja, le ricin, le bois ou le charbon ne montre que son profil social ait changé. Les travailleurs ruraux meurent empoisonnés et l'État fait semblant de ne rien voir ; la base du travail est le travail esclave ; la diversité biologique est détruite implacablement ; les eaux du Cerrado (savane brésilienne) s'épuisent et des déserts apparaissent », disait il y a un an Judson Barros, coordinateur du Réseau environnemental du Piauí [1].

Telle était la situation quand la Companhia Suzano de Papel e Celulose est arrivée pour aggraver encore les problèmes. Elle a avancé sur la Mata Atlântica, sur les bords du fleuve Paraniaba et sur le Cerrado, où elle a reçu l'autorisation de faire des plantations industrielles d'eucalyptus sur 160 000 hectares. Bien entendu, l'entreprise apportait beaucoup de promesses d'emploi : entre 12 000 et 30 000 emplois directs, 3 500 emplois indirects...

« Ce discours a été utilisé lorsque Bunge Alimentos et Brasil Ecodiesel sont arrivées au Piauí », commente Barros, et il ajoute : « La réalité est cruelle aujourd'hui, aucun emploi n'a été créé, l'usine est fermée parce que le gouvernement a découvert qu'on ne pouvait pas faire rouler des voitures à l'huile de ricin. Mais il l'a découvert après avoir investi beaucoup d'argent public dans l'affaire. Le gouverneur a offert 100 000 hectares de terres domaniales à cette entreprise, d'une valeur d'environ 50 millions. Peut-on justifier la destruction de l'environnement par la création de quelques emplois ? On essaie de convaincre les gens que, en échange de ces emplois, la société doit accepter passivement que des forêts entières soient détruites dans les environs de Teresina [la capitale du Piauí], que la flore et la faune disparaissent, que la chaleur et le manque de pluie augmentent dans la région et que le Parnaíba devienne un égout encore pire que maintenant. L'approvisionnement en eau de la capitale sera gravement compromis, en qualité et en quantité ».

C'est que, malgré les promesses de toujours, il y a des exemples en abondance qui montrent ce qui va se passer. Comme on lit dans une lettre ouverte publiée le 10 juillet [2], qui a été envoyée à des bureaux nationaux et au bureau international du FSC, ainsi qu'à l'entreprise de certification IMAFLORA, « Cela fait une décennie que le réseau Désert Vert prévient la société brésilienne et internationale des graves répercussions économiques, sociales et écologiques de la monoculture de l'eucalyptus sur la société et l'environnement, que ce soit à l'extrême Sud de Bahia, dans le Nord d'Espirito Santo ou à Minas Gerais. Le réseau Désert Vert a fait plus que cela, il a mobilisé une partie considérable de la société régionale, suscitant une

série d'audiences publiques des parlements à l'échelon municipal, étatique et fédéral, ainsi que des procès, et même des procès au plan international, où l'État et les plantations en régime de monoculture sont accusés de violer des droits économiques, sociaux, culturels et écologiques ».

Les mouvements sociaux, de paysans, de travailleurs sans terre, de peuples traditionnels, de syndicats, d'églises, d'organisations non gouvernementales, de techniciens, d'universitaires et de particuliers, qui font partie du Réseau d'alerte contre le désert vert dénoncent que les produits chimiques employés dans les plantations d'eucalyptus « polluent le sol et l'eau d'une macro-région, les terres se superposent aux territoires ethniques traditionnels, la mécanisation engendre le chômage généralisé, la pollution industrielle porte atteinte à une énorme surface territoriale, les camions et installations perturbent les routes et les communautés rurales, la sous-traitance et la dégradation du travail ont mutilé et empoisonné des travailleurs depuis les années 70 sans que personne n'ait obtenu de pension d'invalidité. Leur gestion de la monoculture engendre l'insécurité alimentaire et la concentration de terres, dans un territoire où l'exode rural est intense, où on manque de réforme agraire, de politiques publiques et de titres de propriété des territoires traditionnels ».

En dépit de tout cela, les plantations d'eucalyptus de l'entreprise Suzano ont reçu le label FSC par l'intermédiaire de l'entreprise de certification IMAFLORA. Dans son communiqué de presse, le Réseau d'alerte contre le désert vert dit que ce label « certifie cette tragédie écologique et sociale et la présente comme durable, au lieu de contribuer à diminuer les inégalités sociales, économiques et environnementales de la région ».

La certification de ces plantations néfastes est un problème que les communautés qui s'y opposent ont déjà subi : Veracel a été certifiée au Sud de Bahia, Plantar S.A. a été certifiée à Minas Gerais, et maintenant on certifie Suzano. Comme dit le Réseau dans sa lettre, « Malheureusement, le principe 10 du FSC continue de marcher en sens inverse du débat écologique, permettant de certifier les plantations uniformes d'arbres comme si elles étaient des forêts durables, dénaturant le sens du label vert face aux consommateurs du Nord ».

Ces mêmes consommateurs doivent savoir que « Pour nous, membres du Réseau Désert Vert, le label FSC de l'entreprise Suzano n'est qu'un maquillage vert pour une entreprise qui, même au plan financier, ne serait pas viable sans les sommes énormes et avantageuses que l'État lui a accordées, que ce soit sous la forme d'investissements directs, de crédits ou de concessions fiscales. Le label vert de l'entreprise Suzano doit être révisé et retiré sans délai, il faut rendre possible l'enregistrement des territoires traditionnels, l'agriculture paysanne et la réforme agraire, promouvoir l'agro-écologie, la souveraineté alimentaire et la restauration du climat et de la Mata Atlántica dans la région ».

Malgré cela, les auteurs concluent qu'en définitive « les entreprises dévastatrices méritent le FSC et le FSC mérite les entreprises dévastatrices ! Ceux qui ne le méritent pas sont les communautés paysannes, les travailleurs sans terre, les quilombolas (descendants d'esclaves), les indiens, les riverains et les habitants des environs qui subissent les conséquences de leurs plantations. Le consommateur

final du Nord qui souhaite revoir sa consommation excessive ne mérite pas non plus le FSC ».

Toutes les fausses promesses que Suzano est en train de faire au Piauí (les 12 000 ou 30 000 emplois directs, les 3 500 emplois indirects...), elle les a déjà faites en Espírito Santo et Bahia, mais aujourd'hui on sait que ses plantations d'eucalyptus, plutôt que de créer des emplois, ont abouti au chômage généralisé. Comme dit le Réseau Désert Vert dans sa lettre du 10 juillet, « Les conflits socio-écologiques qui couvent dans le Nord d'Espírito Santo et dans l'extrême Sud de Bahia depuis la création de milliers d'hectares de plantations ne tarderont pas à exister dans les États de Maranhão et de Piauí ». Du moment que les plantations de Suzano au Piauí n'ont pas encore dépassé le stade de l'étude d'impact environnemental, il est essentiel que les populations locales sachent que toutes les promesses de l'entreprise sont fausses et qu'il est encore temps d'éviter la catastrophe sociale et écologique qui découlera de son implantation.

[1] "O papelão da Suzano no Piauí", Judson Barros, coordinateur de "Rede Ambiental do Piauí", http://www.portaldomeioambiente.org.br/pma/index.php?option=com_content&view=article&id=717.

[2] Communiqué de presse de Rede de Alerta contra o Deserto Verde, 10 juillet 2009.

index

Laos : l'entreprise chinoise Sun Paper projette de faire des plantations d'eucalyptus en régime de monoculture

L'entreprise chinoise Shandong Sun Paper prévoit de planter des eucalyptus sur 100 000 hectares dans la province de Savannakhet, au centre du Laos. Le gouvernement lui a accordé une concession de 30 000 hectares pour une période de 50 ans. Les 70 000 hectares restants seront plantés par des agriculteurs sur leurs propres terres, sous contrat avec Sun Paper. Ce projet, qui implique un investissement de 15 millions USD, serait mis en route début 2010.

« Nous prévoyons aussi de construire des usines de pâte dans le district de Xepon ou dans celui de Phin », a dit au Vientiane Times le directeur général intérimaire de Sun Paper, Ying Guang Dong. Sun Paper entend investir 300-500 millions USD dans la construction d'une usine de pâte d'une capacité de 300 000 tonnes. « Ensuite, nous investirons près de 1,8 milliards USD pour la deuxième étape », a-t-il ajouté.

Ying affirme que l'usine de pâte va employer 10 000 personnes. Si cela est vrai, il s'agira de l'usine de pâte la plus grande ou la plus intensive en main-d'œuvre de la planète. En effet, Sun Paper est la principale entreprise papetière de la Chine, sa capacité annuelle est de plus de 2,2 millions de tonnes de papier et de carton, mais elle emploie au total environ 7 000 personnes. L'usine de pâte de 1,2 milliards USD que Botnia possède en Uruguay a une capacité d'un million de tonnes par an mais elle emploie, en tout et pour tout, 300 personnes.

Sun Paper exagère le nombre de personnes qu'elle emploiera mais, au moins, elle est honnête en ce qui concerne l'argent qu'elle fournira aux communautés locales : 200 000 USD. Cette somme est destinée à la construction d'écoles, de dispensaires et de routes et à l'entretien de ces dernières. Il y a 44 villages dans la zone de la concession. Cela fait environ 4 500 USD par village, mieux que rien sans doute mais pas beaucoup.

Sun Paper n'a même pas l'intention d'employer les gens du pays dans ses plantations. « Nous pensons utiliser de la main-d'œuvre vietnamienne pour couper le bois dans les plantations », a dit Ying à l'entreprise d'information pour l'industrie forestière RISI en février 2009.

En attendant que l'usine de pâte soit construite, le bois sera exporté au Vietnam via le port de Da Nang. En mars 2009, Sun Paper a annoncé qu'elle allait investir 15 millions USD dans une fabrique de copeaux au Vietnam pour transformer le bois venu du Laos. De là, les copeaux seront embarqués vers l'usine de Sun Paper située dans la ville chinoise de Yanzhou. Une partie des opérations de Sun Paper à Yanzhou est dirigée par une joint-venture à laquelle participe International Paper.

Sun Paper va se heurter au problème qu'il n'y a pas suffisamment de terres disponibles pour de grandes concessions dans la province de Savannakhet. En octobre 2007, le Vientiane Times a informé que « les autorités de Savannakhet ont des difficultés à trouver des terres pour les investisseurs étrangers qui, ces dernières années, ont demandé des milliers d'hectares pour leurs projets ». Une entreprise indienne, Birla Lao Pulp & Plantations Company Limited, aurait de graves problèmes pour trouver suffisamment de terres pour les 50 000 hectares de plantations d'eucalyptus qu'elle entend faire dans la province.

Sun Paper a fait des études d'impact environnemental et affirme qu'elle fera participer les habitants de la concession à la prise de décisions et aux activités de surveillance. Elle affirme qu'elle « emploiera » 50 000 planteurs d'arbres. Mais les projets de ce genre ont des précédents au Laos. Le plus notoire est le Projet de plantation industrielle d'arbres de la Banque asiatique de développement : en décembre 2005, le Service d'évaluation des opérations de la BASD a conclu que le projet « n'a pas amélioré la situation socio-économique des bénéficiaires supposés : les gens se sont appauvris davantage car les plantations n'ont pas réussi mais ils ont dû rembourser les prêts qu'ils avaient obtenus pour les financer ». Autrement dit, les agriculteurs sur lesquels compte Sun Paper pour planter les arbres qu'il lui faut ont besoin de leur terre pour y planter des produits alimentaires.

En 2007, le gouvernement du Laos a suspendu l'octroi de nouvelles concessions, « après avoir appris que ces arrangements avaient des incidences négatives sur les communautés locales », selon le Vientiane Times. En mai 2009, le gouvernement a annoncé un décret du Premier ministre concernant les concessions et les locations de terres, suivant lequel les grandes concessions sont de nouveau autorisées. Or, rien n'a changé au Savannakhet. De nouvelles terres ne sont pas apparues. Donc, les questions restent posées : où Sun Paper va-t-elle trouver la terre qu'il lui faut ? Et pourquoi diable le gouvernement laotien a-t-il été d'accord avec ce projet ?

Mexique : le palmier à huile est une affaire aux frais des plus pauvres

Depuis 2004, le gouvernement mexicain encourage l'expansion des plantations de palmier à huile. Il existe à l'heure actuelle neuf usines d'extraction d'huile de palme dans quatre États, dont six au Chiapas, principal producteur de palmier à huile du Mexique. Le gouvernement du Chiapas entend atteindre un total de 44 000 hectares plantés de palmier à huile ; le gouverneur a annoncé son intention d'atteindre 100 000 hectares en 2012 et plus de 900 000 hectares à l'avenir.

Ce qui est clair est que la production de palmiers a été possible grâce au fort soutien du gouvernement, qui l'a rendue rentable. Les producteurs ont reçu des subsides directs pour se reconvertir et il y a eu des programmes de promotion commerciale, d'encouragement à l'exportation, d'information et de formation. En outre, l'Union européenne, qui s'intéresse au palmier à huile pour la fabrication d'agrocarburants, contribue depuis 2005 à l'expansion des plantations au Chiapas, plus précisément dans la zone tampon de la Selve Lacandona et dans celle de la Réserve de biosphère Montes Azules, sur la frontière du Guatemala.

Le gouvernement fédéral et celui du Chiapas affirment que les plantations de palmiers sont établies dans des zones déjà déboisées par l'élevage et par d'autres activités devenues non rentables. Or, de nombreuses activités ont cessé d'être « rentables » pour les entreprises parce que la stratégie du gouvernement a consisté à restreindre les subsides à d'autres secteurs, de manière à les pousser à planter des palmiers à huile. Le gouvernement a abandonné la campagne et les petits producteurs et, suivant la logique des traités de libre-échange, s'est centré non pas sur la souveraineté alimentaire mais sur l'agro-industrie. Le petit producteur, le paysan et l'indien restent livrés à eux-mêmes et, bien souvent, se voient obligés de contribuer à cette nouvelle dynamique avec leur terre et leur main-d'œuvre bon marché, permettant ainsi à l'agro-industrie de faire des bénéfices. Le palmier à huile ne serait pas rentable non plus s'il n'y avait pas les subsides du gouvernement, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID) qui financent des programmes tels que Procampo, dont le but est l'investissement dans les plantations de ce genre.

La monoculture du palmier « remplace des forêts tropicales ou d'autres écosystèmes, provoquant un grave déboisement qui, à son tour, aboutit à la diminution de la diversité biologique, aux inondations, à l'intensification de la sécheresse, à l'érosion, à la pollution des cours d'eau qui s'ensuit, et à l'apparition de ravageurs à cause de la rupture de l'équilibre écologique et des modifications des chaînes alimentaires ». En outre, les plantations de palmiers mettent en danger « la conservation de l'eau, du sol, de la flore et de la faune. La dégradation des forêts diminue leur rôle en matière de climat et leur disparition porte atteinte à l'ensemble de l'humanité », selon la Déclaration internationale contre la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) [<http://www.wrm.org.uy/subjects/agrofuels/>]

Parmi les causes du déboisement et de la dégradation des forêts, le Groupe intergouvernemental des Nations unies sur les forêts a identifié les politiques gouvernementales de substitution des forêts par des plantations industrielles d'arbres – comme celles de palmiers à huile – et le déplacement de la frontière agricole à cause de la monoculture. Néanmoins, dans la région de Montes Azules où, sur 220 000 hectares de forêt, 80 % hectares ont déjà été déboisés, le gouvernement envisage de créer « des cordons de protection, par la mise en œuvre de projets de production de grand impact, comme la plantation de palmiers à huile ».

Les plantations de palmiers n'ont pas amélioré le niveau de vie de la population, elles l'ont empiré. Parmi les graves problèmes qu'elles causent figure celui de l'eau. En l'absence de services de distribution d'eau potable, les plus de 11 000 personnes qui habitent la municipalité de Marqués de Comillas, dans la Réserve de Biosphère Montes Azules, consomment surtout l'eau de sources souterraines grâce à des puits. Les plantations de palmiers, grandes consommatrices d'eau, aggravent l'approvisionnement d'eau dans la région. Ces plantations utilisent aussi de grandes quantités de produits toxiques, comme l'insecticide Endosulfan et divers rodenticides, qui finissent dans les cours d'eau. Les ouragans aggravent encore le problème quand ils font déborder les fleuves, comme il arrive dans la région de Lacandona où le fleuve Lacantún pollue les plantations de subsistance des paysans et disperse des produits toxiques dans une région riche en diversité biologique.

D'après les études de la Fundación Produce Chiapas, le revenu « d'un producteur villageois moyen qui possède sept hectares et dont la production est en moyenne de 19 tonnes par hectare » équivaudrait à 274 pesos (21 dollars) par jour, soit moins du salaire minimum mexicain par hectare. Pour planter un hectare de palmiers, le producteur doit dépenser environ 6 500 pesos (17 pesos par jour, soit 1,3 dollar). Cela comprend la plantation (préparation du terrain, achat des plants, élimination des mauvaises herbes, nettoyage des routes, application d'herbicides, repiquage manuel), la fertilisation, la lutte contre les ravageurs, l'élagage, les équipements et les services. Un tiers de la dépense correspond aux herbicides, engrais, pesticides et rodenticides. D'autre part, pendant les trois premières années il n'y a pas de production ni de récolte, et il faut attendre la huitième année pour obtenir un rendement de 100 %.

Les producteurs qui travaillent pour une entreprise huilière restent prisonniers de cette situation : l'usine de l'entreprise Palma Tica du Mexique a proposé aux producteurs de leur vendre des plants à crédit, à condition d'être le seul acheteur de leur récolte. Il est fréquent que les producteurs n'aient ni la formation ni les outils appropriés pour la récolte ; dans d'autres cas, ils n'ont même pas les connaissances ou l'information techniques nécessaires pour cultiver, superviser et gérer entièrement les plantations. Souvent, les producteurs paysans et indigènes qui vendent leur production aux huileries ne sont pas protégés par des contrats, des promesses d'achat ni des assurances, de sorte que l'usine est libre de ne pas acheter leur production. D'autre part, les prix ne varient pas en fonction de la qualité du produit qu'ils livrent.

En 2008, un groupe de travailleurs de l'huilerie AGROIMSA, de la municipalité de Mapastepec, a été réprimé par la police. Un conseiller et quelques dirigeants ont été arrêtés et plusieurs sont allés en prison. Par la suite ils ont été renvoyés, ce qui a provoqué en plus un conflit du travail.

En outre, les plantations de palmiers excluent toute autre production. Dans la municipalité de Villa Comaltitlán qui, comme d'autres municipalités de la Costa, est une des principales zones d'élevage, on confirme que le déclin de l'élevage « est dû non pas à la négligence des producteurs mais plutôt à l'introduction de cultures que l'on ne peut pas combiner avec l'élevage. Par exemple, la culture de bananiers et de palmiers à huile a fait rétrécir l'espace destiné à l'élevage et celui-ci a donc diminué ». Au Chiapas, la monoculture du palmier a eu des conséquences désastreuses pour la production de miel dont dépendent des milliers d'apiculteurs ; la situation de ces derniers devient de plus en plus critique à mesure que les plantations se multiplient.

Elles causent aussi d'autres dégâts : dans la municipalité d'Acapetahua, M. Manuel Jiménez a dit que « les principaux coupables de la destruction des chemins et des routes sont les transporteurs, avec leurs poids lourds chargés de pierres, de canne à sucre et de fruits de palmier à huile ». Dans le chef-lieu de la municipalité de Mapastepec, « À cause des tranchées creusées pour installer le drainage, le terrain s'est affaissé [...] dans un quartier, rendant difficile la circulation et provoquant de grands nuages de poussière qui affectent la santé des voisins ». Les habitants du quartier Gabriel Colón et Elio Ventura ont exigé à la mairie la réparation de la rue concernée où circulent surtout les camions qui transportent le palmier vers l'usine.

Il est évident que les grandes affaires se font sur le dos des plus pauvres, dans leurs terres et aux dépens des biens communs de l'humanité. Il faut mettre fin à la monoculture !

Extrait et adapté de : "La palma africana en México. Los monocultivos desastrosos", Gustavo Castro Soto, Otros Mundos, AC/Amigos de la Tierra México, 12 juin 2009. L'article complet est disponible sur : <http://www.wrm.org.uy/paises/Mexico.html#info>

[index](#)

Déclaration sur les plantations d'arbres des participants à la dernière réunion du Forest Movement Europe

Le Forest Movement Europe (FME) est un réseau informel qui regroupe 45 ONG de 12 pays européens. Il n'a pas de liste exclusive d'adhérents ni de secrétariat formellement constitué. Il s'occupe des questions forestières depuis près de 10 ans.

C'est surtout grâce aux activités des groupes qui participent au mouvement que les campagnes pour les forêts tropicales ont démarré en Europe, que l'importation de bois tropicaux de plusieurs pays européens a diminué et que la lutte des peuples forestiers, par exemple au Sarawak, en Malaisie et en Amazonie, a fait la une des

journaux.

Le FME se réunit une fois par an. La réunion de cette année, tenue en juin, a abouti à la déclaration suivante sur les plantations d'arbres, que de nombreuses ONG et quelques particuliers ont souscrite :

« Les soussignés, participants au Forest Movement Europe, souhaitent manifester leur inquiétude au sujet de la prolifération dans le Sud des plantations d'arbres à croissance rapide, créées avec le soutien de quelques gouvernements européens et avec la participation directe d'un certain nombre d'entreprises établies en Europe.

En dépit du fait que ces plantations ont de nombreuses conséquences graves pour la société et l'environnement, on continue de les présenter comme des 'forêts plantées' pour cacher leur véritable nature destructrice.

Les communautés locales qui subissent les effets de la monoculture d'eucalyptus, de pins et d'autres essences à croissance rapide déclarent que 'les plantations ne sont pas des forêts'. Toutes les évidences disponibles prouvent que ces communautés ont raison car, tandis que les forêts apportent un large éventail d'avantages aux gens et à l'environnement, les plantations provoquent :

- § l'appropriation des terres boisées dont les peuples tirent leur subsistance ;
- § la destruction des forêts et d'autres écosystèmes tout aussi précieux ;
- § l'épuisement des réserves d'eau ;
- § l'appauvrissement des sols ;
- § la disparition de la diversité biologique végétale et animale.

Nous appelons donc les gouvernements européens à cesser tout soutien à la propagation des plantations d'arbres à croissance rapide et d'adopter une définition claire de forêt qui exclue les plantations industrielles d'arbres en régime de monoculture. »

La déclaration et la liste des signataires sont disponibles sur :

http://www.wrm.org.uy/plantations/information/Statement_Tree_Plantations_2009.html.

index

Arbres GM : quand les scientifiques se muent en publicistes

Le mandat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) est de protéger la diversité biologique du monde. Les fortes campagnes d'un nombre toujours croissant d'ONG et d'OPA ont montré les dangers que les arbres génétiquement modifiés représentent pour la diversité biologique des forêts. Le problème a été abordé et discuté par la Convention, et celle-ci a décidé qu'il était nécessaire de considérer avec précaution l'introduction de ces arbres dans l'environnement.

La position de la CDB a été bien accueillie par les organisations qui se soucient du sort des forêts du monde et de leurs habitants, mais elle est fortement contestée par

ceux qui comptent tirer profit de l'affaire des arbres GM.

Un article récemment publié par quatre scientifiques favorables aux arbres GM montre bien à quel point certaines personnes peuvent devenir absolument antiscientifiques pour défendre leurs arguments. Rédigé par Stephen Strauss, Huimin Tan, Wout Boerjan et Roger Sedjo, l'article s'intitule « Étranglés à la naissance? La biotechnologie forestière et la Convention sur la diversité biologique » [1].

Le texte est assez long et détaillé, ce qui montre l'importance que le lobby des arbres GM accorde à la position de la CDB à cet égard. On y constate également jusqu'où ces chercheurs sont disposés à aller pour défendre leurs positions. Les exemples suivants peuvent suffire à illustrer cela, mais nous encourageons les personnes intéressées à la question à analyser l'article complet (en anglais) qu'ils trouveront à l'adresse http://www.globaljusticeecology.org/stopgetrees_news.php?ID=294.

Le titre essaie de faire croire que les arbres GM ont été « étranglés à la naissance » par la CDB. Or, les auteurs oublient de dire que la recherche en arbres GM a lieu dans une vingtaine de pays et que les essais en champ existent déjà dans onze pays au moins (pour en savoir plus visitez le site http://www.wrm.org.uy/subjects/GMTrees/Information_sheets.html). La CDB se borne à appliquer le principe de précaution pour éviter la possibilité que les arbres GM aient des effets irréversibles sur la diversité biologique. Autrement dit, la CDB se conforme à son mandat.

En fait, la position de la CDB est renforcée par ce que dit l'article. Strauss et ses collègues apportent les arguments nécessaires.

Ils disent que « Les inquiétudes de base scientifique les plus crédibles au sujet des arbres GM sont peut-être celles qui concernent leur grande capacité de dispersion de graines et de pollen quand on les laisse fleurir ». Ils ajoutent que « Les scientifiques sont généralement d'accord que, tant qu'on n'aura pas développé de fortes méthodes de confinement génétique, socialement acceptées et dont l'efficacité aura été vérifiée sur le terrain, **il y aura sans doute un certain degré de dispersion de gènes dans la plupart des espèces forestières** [c'est moi qui souligne]. En outre, les distances que peut atteindre cette dispersion sont considérables, de l'ordre de plusieurs kilomètres ou plus » Pour aggraver encore les choses, ils ajoutent que « Le faible niveau de domestication de la plupart des espèces d'arbres contribue à ce problème, car les propagules sont généralement aptes à survivre dans des milieux sauvages ».

Ce qui précède devrait suffire à convaincre la plupart des scientifiques de renoncer à une activité si dangereuse, mais tel n'est pas le cas de Strauss et compagnie.

Parmi les nombreux arguments qu'ils utilisent pour justifier leurs recherches et leurs essais à ciel ouvert, le suivant est un bon exemple du manque de rigueur scientifique de leur approche : ils disent que « **très peu** d'espèces GM sexuellement compatibles avec les forêts naturelles sont développées commercialement **ou seront utilisées dans des forêts sauvages ou tout près**

d'elles ; une introgression significative de transgènes dans les génomes d'arbres sauvages, susceptible de devenir courante dans des écosystèmes naturels, sera donc **extrêmement rare** »[c'est moi qui souligne].

Pour ceux qui essaient de prouver tout ce qu'ils disent en rappelant leur qualité de chercheurs – comme le font les quatre auteurs d'un bout à l'autre de l'article – le paragraphe qui précède prouve exactement le contraire : leur approche est tout à fait antiscientifique.

1) La différence entre les hypothèses et les faits s'estompe et les derniers sont présentés comme synonymes des premières. La preuve :

- la science ne peut pas savoir si les espèces GM « seront utilisées dans des forêts sauvages ou tout près d'elles », parce que cela sera défini par les entreprises et les gouvernements ;
- la science ne peut pas savoir si « une introgression significative de transgènes dans les génomes d'arbres sera extrêmement rare » ;
- les termes « extrêmement rare » et de « significative » ne sont pas quantifiés.

2) Il y a confusion au sujet des espèces et des forêts :

- les espèces GM peuvent être sexuellement compatibles ou incompatibles avec les espèces naturelles mais non avec les « forêts sauvages » ;
- l'emploi de l'expression indéfinie « forêts sauvages » peut signifier que leur seule inquiétude concerne non pas la contamination des espèces elles-mêmes mais celle des espèces qui vivent dans les forêts « primaires ».

3) Les évidences existantes sont occultées :

- le genre le plus utilisé pour la manipulation génétique est le peuplier (plusieurs espèces). Or, l'article ne mentionne pas qu'il existe déjà des preuves de contamination génétique de peupliers « sauvages » (indigènes) en Chine ;
- l'article ne mentionne pas que les deux autres arbres génétiquement manipulés sont le pin (qui pousse dans de nombreuses forêts « sauvages » du monde) et l'eucalyptus (originaire de l'Australie mais cultivé dans beaucoup de pays). Dans les deux cas, la dispersion de graines et de pollen serait inévitable et aucun scientifique ne peut garantir que les forêts d'eucalyptus australiennes seront à l'abri de la contamination génétique ;
- ils disent que « Il est probable que la superficie plantée de forêts GM [sic] sera relativement petite ; les plantations forestières [sic] ne comprennent qu'environ 5 % du couvert forestier ». Ils ne mentionnent pas que, selon la FAO, la superficie des plantations est de 270 millions d'hectares ! Considérer une telle étendue comme étant « relativement petite » est pour le moins antiscientifique.

Les exemples de ce genre ne manquent pas dans l'article, mais le plus instructif est peut-être le suivant : « ... les espèces d'arbres sauvages risquent de tirer avantage de certains types d'arbres GM ; par exemple, un arbre sauvage pourrait acquérir un trait qui augmente sa résistance au stress et améliorer ainsi sa résilience à de nouvelles formes de stress biotiques ou abiotiques qu'un changement climatique rapide pourrait provoquer ».

Bien entendu, ce qui précède reconnaît que la contamination aura effectivement lieu si les arbres GM sont plantés dans l'environnement. En revanche, il est difficile de

comprendre – à moins que les auteurs ne possèdent un doctorat en futurologie – comment la science peut déterminer si les arbres « sauvages » seront avantagés ou non par l'acquisition de nouveaux traits ou si les espèces devenues « plus résistantes au stress » ne mettront pas en danger la diversité biologique des forêts, précisément à cause de ce nouveau trait.

En somme, l'article finit par prouver que les arguments des ONG qui demandent l'interdiction des arbres GM sont scientifiquement corrects, et il contribue à renforcer l'appel à la précaution de la CDB.

Ricardo Carrere

[1] Strangled at birth? Forest biotech and the Convention on Biological Diversity
Nature Biotechnology 27, 519 - 527 (2009). Steven H. Strauss, Huimin Tan, Wout Boerjan & Roger Sedjo.

index
